JEAN-CLAUDE MICHEA : LE SOCIALISME CONTRE LA GAUCHE !

En janvier 1905, le « règlement » de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) – le parti socialiste de l'époque – indiquait encore que celle-ci était un « parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat ». Bien entendu, aucun parti « socialiste » n'oserait dire cela aujourd'hui. Les socialistes se sont mués en sociaux-démocrates ou en sociaux-libéraux.

Que la « gauche » soit aujourd'hui devenue presque en totalité réformiste, qu'elle se soit ralliée à l'économie de marché, qu'elle se soit progressivement coupée des travailleurs et des classes populaires, n'est certes pas une révélation. Le spectacle de la vie politique le démontre à tout instant. C'est la raison pour laquelle, par exemple, la gauche donne si faiblement de la voix dans la grande tourmente financière mondiale actuelle : elle n'est tout simplement pas plus disposée que la droite à prendre les mesures qui permettraient d'entamer une véritable guerre contre l'emprise planétaire de la Forme-Capital. Comme l'observe Serge Halimi, « la gauche réformiste se distingue des conservateurs le temps d'une campagne par un effet d'optique. Puis, lorsque l'occasion lui est donnée, elle s'emploie à gouverner comme ses adversaires, à ne pas déranger l'ordre économique, à protéger l'argenterie des gens du château »[1].

La question qui se pose est : pourquoi ? Quelles sont les causes de cette dérive ? S'explique-t-elle uniquement par l'opportunisme des individus, anciens révolutionnaires devenus notables ? Faut-il y voir une lointaine conséquence de l'avènement du système fordiste ? Un effet de la conjoncture historique, l'effondrement du bloc soviétique ayant anéanti l'idée d'une alternative crédible au système du marché ?

Dans *Le complexe d'Orphée*, son dernier livre paru, Jean-Claude Michéa donne une réponse plus originale, et aussi plus profonde : la gauche s'est coupée du peuple parce qu'elle a très tôt adhéré à l'idéologie du progrès, qui contredit à angle droit toutes les valeurs populaires[2].

Fondamentalement orientée vers l'avenir, la philosophie des Lumières diabolise, on le sait, les notions de « tradition », de « coutume », d'« enracinement », n'y voyant que superstitions dépassées et entraves à la triomphale marche en avant du progrès. Visant à l'unification du genre humain en même temps qu'à l'avènement d'un univers « liquide » (Zygmunt Bauman), la théorie du progrès implique que l'on répudie toute forme

d'appartenance « archaïque », c'est-à-dire antérieure, que l'on détruise systématiquement le socle organique et symbolique des solidarités traditionnelles (ainsi que le fit en Angleterre le célèbre mouvement des *enclosures*, qui contraignit à l'exode des milliers de paysans privés de leurs droits coutumiers, pour les convertir en main-d'œuvre prolétarienne déracinée et donc exploitable à merci dans les manufactures et les fabriques[3]). Dans une optique « progressiste », tout jugement positif sur le monde tel qu'il était autrefois relève donc nécessairement d'un passéisme « nostalgique » : « Tous ceux – ontologiquement incapables d'admettre que les temps changent – qui manifesteront, *dans quelque domaine que ce soit*, un quelconque attachement (ou une quelconque nostalgie) pour ce qui existait encore *hier* trahiront ainsi un inquiétant "conservatisme" ou même, pour les plus impies d'entre eux, une nature irrémédiablement "réactionnaire" »[4]. Le monde nouveau doit nécessairement s'édifier sur les ruines du monde d'avant. La liquidation des racines formant la base du programme, il s'en déduit que « seuls les déracinés peuvent accéder à la liberté intellectuelle et politique » (Christopher Lasch).

Telle est la représentation du monde qui, au XVIII[e] siècle, a accompagné la montée sociale de la bourgeoisie et, avec elle, la diffusion des valeurs marchandes. Attitude moderne ordonnée à un universalisme abstrait dans lequel Friedrich Engels voyait, à juste titre, le « règne idéalisé de la bourgeoisie ». (Sorel, en son temps, avait lui aussi souligné le caractère profondément bourgeois de l'idéologie du progrès). Mais aussi vieille démarche monothéiste qui lance l'anathème contre les réalités particulières au nom de l'iconoclasme du concept, vieille attitude platonicienne qui discrédite le monde sensible au nom des idées pures[5].

La théorie du progrès est directement associée à l'idéologie libérale. Le projet libéral naît, au XVII[e] siècle, du désir d'en finir avec les guerres civiles et de religion tout en refusant l'absolutisme, jugé incompatible avec la liberté individuelle. Après les guerres de religion, les libéraux ont cru que l'on ne pouvait éviter la guerre civile qu'en cessant de faire appel à des valeurs morales partagées. Ils en tenaient pour un Etat qui, concernant la « vie bonne », serait *neutre*. La société ne pouvant plus être fondée sur la vertu, le bon sens ou le bien commun, la morale devait rester une affaire privée (principe de neutralité axiologique). L'idée générale était qu'on ne pouvait fonder la société civile que sur l'exclusion de principe de toute référence à des valeurs *communes* – ce qui revenait, en revanche, à poser comme légitime n'importe quel désir ou lubie faisant l'objet d'un choix « privé ».

Le projet libéral, explique Jean-Claude Michéa, a abouti à deux choses : « D'un côté, l'Etat de droit, officiellement neutre sur le plan des valeurs morales et "idéologiques", et dont la seule fonction est de veiller à ce que la liberté des uns ne nuise pas à celle des autres (une Constitution libérale a la même structure métaphysique que le code de la route). De l'autre, le marché autorégulateur, censé permettre à chacun de s'accorder pacifiquement avec ses semblables sur la seule base de l'intérêt bien compris des parties concernées »[6].

L'Etat de droit « axiologiquement neutre » est en fait une double illusion. D'abord, sa neutralité est toute relative : dans la vie réelle, les libéraux affirment leurs principes et leurs valeurs avec autant de force que les antilibéraux. Ensuite, la neutralité en matière de valeurs (la théorie selon laquelle l'Etat n'a pas à se prononcer sur la question de la

« vie bonne », car cela l'amènerait à discriminer entre les citoyens) aboutit dans la pratique à des contradictions insolubles. C'est ce dont témoigne la théorie des droits de l'homme, qui proclame des droits contradictoires, certains d'entre eux ne pouvant s'appliquer qu'à la condition d'en ignorer ou d'en violer d'autres. Ces contradictions sont constamment soumises à procédures judiciaires, mais ne peuvent être tranchées de manière purement technique ou procédurale.

On fait souvent remonter à la Révolution française la dichotomie gauche-droite. C'est oublier que celle-ci n'est véritablement entrée dans le discours public que tout à fait à la fin du XIXe siècle. A la veille de la Révolution, le clivage principal n'oppose pas la « droite » et la « gauche », mais une aristocratie foncière dotée de pouvoir politique et une bourgeoisie marchande acquise aux idées libérales. Personne, à cette époque, ne défend véritablement le peuple. Rétrospectivement, le livre de Michéa explique d'ailleurs aussi l'ambiguïté de la Révolution française : révolution bourgeoise mais faite au nom du « tiers-état » (et surtout de la « nation »), s'inspirant à la fois des idées de Rousseau et du libéralisme des Lumières, « progressiste » avec Condorcet, mais fascinée par l'Antiquité avec Robespierre ou Saint-Just.

Pendant toute la première partie du XIXe siècle, ce sont précisément les libéraux qui forment le cœur de la « gauche » parlementaire de l'époque (ce qui explique le sens qu'a conservé aux Etats-Unis le mot *liberal* aujourd'hui). Les libéraux reprennent cette idée fondamentalement *moderne* qui consiste à voir dans « l'arrachement à la nature et à la tradition le geste émancipateur par excellence et la seule voie d'accès à une société "universelle" et "cosmopolite" »[7]. Benjamin Constant, pour ne citer que lui, est le premier à célébrer cette disposition de la « nature humaine » qui conduit à « immoler le présent à l'avenir ».

Tandis que la IIIe République voit la bourgeoisie assumer peu à peu l'héritage de la révolution de 1789, le mouvement socialiste se structure en associations et en partis. Rappelons que le mot « socialisme » n'apparaît que vers 1830, notamment chez Pierre Leroux et Robert Owen, au moment où le capitalisme s'affirme comme force dominante. Le droit de grève est reconnu en 1864, l'année même de la fondation de la Ière Internationale. Or, les premiers socialistes, dont la base sociale se trouve surtout chez les ouvriers de métier, ne se présentent nullement comme des hommes « de gauche ». Michéa rappelle d'ailleurs que « le socialisme n'était, à l'origine, ni de gauche ni de droite »[8], et qu'il ne serait jamais venu à l'idée de Sorel ou de Proudhon, de Marx ou de Bakounine de se définir eux-mêmes comme des hommes « de gauche ». La « gauche » ne désigne alors rien au-delà des « radicaux ».

A l'origine, le mouvement socialiste se pose en fait en force *indépendante*, tant vis-à-vis de la bourgeoisie conservatrice et des « ultras » que des « républicains » et autres forces de « gauche ». Il s'oppose bien sûr aux privilèges de castes attachés aux hiérarchies d'Ancien Régime – privilèges conservés sous une autre forme par la bourgeoisie libérale –, mais il s'oppose tout autant à l'individualisme des Lumières, hérité de l'économie politique anglaise, avec son apologie des valeurs marchandes, déjà si bien critiquées par Rousseau. Il n'embrasse donc pas les idées de la gauche « progressiste », et voit bien que les valeurs de « progrès » exaltées par la gauche sont aussi celles dont se réclame la bourgeoisie libérale qui exploite les travailleurs. Il lutte en réalité à la fois contre la droite monarchiste et cléricale, contre le capitalisme bourgeois,

exploiteur du travail vivant, et contre la « gauche » progressiste héritière des Lumières. On est ainsi dans un jeu à trois, bien différent du clivage droite-gauche qui va s'imposer au lendemain de la Première Guerre mondiale.

C'est d'ailleurs contre le réformisme et le parlementarisme de la « gauche » que le socialisme proudhonien ou le syndicalisme révolutionnaire sorélien opposent alors l'idéal du mutuellisme ou de l'autonomie des syndicats et la volonté révolutionnaire à l'œuvre dans l'« action directe » – idéal qui se cristallisera en 1906 dans la célèbre Charte d'Amiens de la CGT.

Les premiers socialistes n'étaient pas non plus des adversaires du passé. Plus exactement, ils distinguaient très bien ce qui, dans l'Ancien Régime, relevait du principe de domination hiérarchique, qu'ils rejetaient, et ce qui relevait du principe « communautaire » (la *Gemeinwesen* de Marx) et des valeurs traditionnelles, morales et culturelles, qui le sous-tendaient. « Pour les premiers socialistes, il était clair qu'une société dans laquelle les individus n'auraient plus rien d'autre en *commun* que leur aptitude rationnelle à conclure des marchés intéressés ne pouvait pas constituer une communauté digne de ce nom »[9]. C'est bien pourquoi Pierre Leroux, l'un des tout premiers théoriciens socialistes, affirmait, non seulement que « la société n'est pas le résultat d'un contrat », mais que, « loin d'être indépendant de toute société et de toute tradition, l'homme prend sa vie dans la tradition et la société ».

Pour le peuple, le passé n'était pas seulement ce qui lui permettait de s'inscrire dans une filiation et une continuité historiques particulières, mais ce qui lui permettait de juger de la valeur des novations qu'on lui proposait. La « tradition », de ce point de vue, était moins une contrainte qu'une protection. Dans le passé, bon nombre de révoltes populaires avaient déjà trouvé leur origine dans une volonté clairement affichée de défendre les coutumes et les traditions populaires contre l'Eglise, la bourgeoisie ou les princes. La raison en est que ce sont les coutumes, les traditions, les formes particulières de la vie locale, c'est-à-dire les communautés enracinées, qui permettent depuis toujours l'émergence d'un monde *commun* et constituent, depuis toujours également, le cadre dans lequel « peuvent se mettre en place les structures élémentaires de la réciprocité et donc, également, les conditions anthropologiques des différents processus éthiques et politiques qui permettront éventuellement d'en étendre le principe fondamental à d'autres groupes humains, voire à l'humanité tout entière »[10].

Ce regard sur le passé ne contredisait nullement l'internationalisme ou le sens de l'universel. Les premiers socialistes étaient parfaitement conscients que c'est « toujours à partir d'une tradition culturelle particulière qu'il apparaît possible d'accéder à des valeurs véritablement universelles »[11], et que « dans la pratique, l'universel ne peut jamais se construire sur la ruine des enracinements particuliers »[12]. Pour reprendre le mot de l'écrivain portugais Miguel Torga, ils pensaient que « l'universel, c'est le local moins les murs ». « Comme seul celui qui est affectivement attaché à sa communauté d'origine – à sa géographie, à son histoire, à sa culture, à ses manières de vivre – est réellement en mesure de comprendre ceux qui éprouvent un sentiment comparable à l'endroit de leur propre communauté, écrit encore Michéa, on peut en conclure que le véritable sentiment national (dont l'amour de la langue est une composante essentielle) non seulement ne contredit pas mais, au contraire, tend généralement à favoriser ce

développement de l'esprit internationaliste qui a toujours été l'un des principaux moteurs du projet socialiste »[13].

Pas plus que le patriotisme ne doit être confondu avec le nationalisme (de « droite »), l'internationalisme ne doit être confondu avec le cosmopolitisme (de « gauche »). L'abandon ou l'oubli de sa propre culture rendant incapable de comprendre l'attachement des autres à la leur, l'aboutissement de l'universalisme abstrait n'est pas le règne du Bien universel, mais la mise en place d'un « univers hypnotique, glacial et uniformisé » dont le sujet est cet être narcissique pré-œdipien, immature et capricieux, qu'est le consommateur contemporain.

En France, c'est au moment de l'affaire Dreyfus (1894) que se noue l'alliance historique du socialisme (influencé d'abord par la sociale-démocratie allemande, puis par le marxisme) et de la « gauche » progressiste. Tournant profondément négatif. Né d'un souci de « défense républicaine » contre la droite monarchiste, cléricale ou nationaliste, un compromis se dessine qui va d'abord donner naissance à ceux qu'on appellera les « républicains de progrès ». Une confusion s'opère alors entre ce qui est *émancipateur* et ce qui est *moderne*, les deux étant à tort posés comme synonymes.

C'est à ce moment, écrit Michéa, que le mouvement socialiste a été « progressivement conduit à substituer à la lutte initiale des travailleurs contre la domination bourgeoise et capitaliste celle qui allait bientôt opposer – au nom du "progrès" et de la "modernité" – un "peuple de gauche" et un "peuple de droite" (et, dans cette nouvelle optique, il allait évidemment de soi qu'un ouvrier de "gauche" serait toujours infiniment plus proche d'un banquier de gauche ou d'un dirigeant de gauche du FMI que d'un ouvrier, d'un paysan ou d'un employé qui accorderait ses suffrages à la droite) »[14]. Ce compromis initial a revêtu deux aspects : « D'une part, il a conduit à ancrer le libéralisme – moteur principal de la philosophie des Lumières – dans le camp des "forces de progrès" [...] De l'autre, il a contribué à rendre d'avance illisible la critique socialiste originelle puisque celle-ci allait précisément naître d'une révolte contre l'inhumanité de l'industrialisation libérale et l'injustice de son droit abstrait »[15].

C'est alors – et alors seulement – que la cause du peuple a commencé à devenir synonyme de celle du progrès, à l'enseigne d'une « gauche » qui se voulait avant tout le « parti de l'avenir » (contre le passé) et l'annonciatrice des « lendemains qui chantent », c'est-à-dire de la modernité en marche. C'est alors seulement qu'il est devenu nécessaire, lorsque l'on entendait se situer « à gauche », d'afficher un « mépris de principe pour tout ce qui portait encore la marque infamante d'"hier" (le monde ténébreux des terroirs, des traditions, des "préjugés", du "repli sur soi" ou des attachements "irrationnels" à des êtres et des lieux) »[16]. Le mouvement socialiste, puis communiste, reprendra donc à son compte l'idéal « progressiste » du productivisme à outrance, de ce projet industriel et hyperurbain qui a parfait le déracinement des classes populaires, les rendant plus vulnérables encore à l'emprise de la Forme-Capital. (Ce qui explique aussi que cet idéal ait été mieux reçu chez les ouvriers déjà déracinés que chez les paysans).

Désormais, pour défendre le socialisme, il fallait croire à la promesse d'une marche en avant de l'humanité vers un univers radicalement nouveau, seulement gouverné par les lois universelles de la raison. Pour être « de gauche », il fallait se classer parmi ceux qui, par principe, refusent de regarder en arrière, ainsi qu'il fut intimé à Orphée. (D'où le titre

du livre de Jean-Claude Michéa : descendu aux royaume des morts dans l'espoir de retrouver Eurydice et de la ramener dans le monde des vivants, Orphée se voit interdire par Hadès de se retourner en arrière, faute de quoi il perdra sa belle à jamais. Bien entendu, il violera au dernier moment cette interdiction). C'est à cette dérive, où il voit à juste titre une imposture, que s'oppose Michéa avec autant de fermeté que de talent.

Coupé de ses racines, le mouvement ouvrier a du même coup été privé des conditions et des moyens de son *autonomie*. Comme l'avait bien vu George Orwell, la religion du progrès prive en effet l'homme de son autonomie dans l'instant même qu'elle prétend la garantir en l'émancipant du passé. Or, souligne Michéa, « dès lors qu'un individu (ou une collectivité) a été dépossédé des moyens de son autonomie, il ne peut plus persévérer dans son être qu'en ayant recours à des prothèses artificielles. Et c'est précisément cette vie artificielle (ou "aliénée") que la consommation, la mode et le spectacle sont chargés d'offrir à titre de compensation illusoire à tous ceux dont l'existence a ainsi été mutilée »[17].

La gauche se voulant « novatrice », le capitalisme sera du même coup dénoncé comme « conservateur ». Autre dérive fatale, car la Forme-Capital est tout sauf conservatrice ! Marx avait déjà bien montré le caractère intrinsèquement « progressiste » du capitalisme, qu'il créditait d'avoir supprimé le féodalisme et noyé toutes les anciennes valeurs dans les « eaux glacées du calcul égoïste ». A ce trait fondateur s'en ajoute un autre, propre aux formes modernes de ce même capitalisme. « Une économie de marché intégrale, explique Michéa, ne peut fonctionner durablement que si la plupart des individus ont intériorisé une culture de la mode, de la consommation et de la croissance illimitée, culture nécessairement fondée sur la célébration perpétuelle de la jeunesse, du caprice individuel et de la jouissance immédiate [...] C'est donc bel et bien le libéralisme culturel (et non le rigorisme moral ou l'austérité religieuse) qui constitue le complément psychologique et moral le plus efficace d'un capitalisme de consommation »[18]. Or, en devenant « de gauche », le socialisme a aussi fait siens les principes du libéralisme culturel. La gauche « permissive » est ainsi devenue le terreau naturel d'expansion de la Forme-Capital. C'est le capitalisme qui permet le mieux de « jouir sans entraves » !

Pendant des décennies, sous l'étiquette de la « gauche », vont donc se trouver associées, dans une permanente ambiguïté, deux choses totalement différentes : d'une part, la juste protestation morale de la classe ouvrière contre la bourgeoisie capitaliste, et de l'autre, la croyance libérale bourgeoise en une théorie du progrès posant en principe qu'« avant » n'a pu être que pire et que « demain » sera nécessairement meilleur. En fait, le mouvement socialiste a bel et bien dégénéré dès l'instant où il est devenu « progressiste », c'est-à-dire à partir du moment où il a adhéré à la théorie (ou à la religion) du progrès – c'est-à-dire à la métaphysique de l'illimitation – qui forme le cœur de la philosophie des Lumières, et donc de la philosophie libérale. La théorie du progrès étant intrinsèquement liée au libéralisme, la « gauche », en devenant « progressiste », se condamnait à rejoindre un jour ou l'autre le camp libéral. Le ver était dans le fruit. Le libéralisme culturel annonçait déjà le basculement dans le libéralisme économique.

Le dernier rempart à céder a été le parti communiste, qui a progressivement cessé de jouer le rôle qui avait fait son succès dans le passé : fournir « à la classe ouvrière et aux autres catégories populaires un langage politique qui leur permettait de vivre leur

condition avec une certaine fierté et de donner un sens au monde qu'elles avaient sous les yeux »[19].

Ce que dit Michéa de la gauche pourrait bien entendu être dit de la droite, au moyen de la démonstration inverse : la gauche s'est ralliée au libéralisme économique parce qu'elle était déjà acquise à l'idée de progrès et au libéralisme « sociétal », tandis que la droite s'est ralliée au libéralisme des mœurs parce qu'elle a d'abord adopté le libéralisme économique. Il est en effet tout aussi illusoire de croire qu'on peut être durablement libéral sur le plan politique ou « sociétal » sans finir par le devenir aussi sur le plan économique (comme le croient la majorité des gens de gauche) ou qu'on peut être durablement libéral sur le plan économique sans finir par le devenir aussi sur le plan politique ou « sociétal » (comme le croient la majorité des gens de droite). En d'autres termes, il y a une unité profonde du libéralisme. Le libéralisme forme un tout.

A la sottise des gens de gauche qui croient possible de combattre le capitalisme au nom du « progrès », répond l'imbécillité des gens de droite qui croient possible de défendre à la fois les « valeurs traditionnelles » et une économie de marché qui ne cesse de les détruire : « Le libéralisme économique intégral (officiellement défendu par la droite) porte en lui la révolution permanente des mœurs (officiellement défendue par la gauche), tout comme cette dernière exige, à son tour, la libération totale du marché »[20]. C'est ce qui explique que droite et gauche confluent aujourd'hui dans l'idéologie des droits de l'homme, le culte de la croissance infinie, la vénération de l'échange marchand et le désir effréné de profits. Ce qui a au moins le mérite de clarifier les choses.

La gauche s'est très vite persuadée que la mondialisation du capital représentait une évolution inéluctable et un avenir indépassable, la politique devenant du même coup l'adaptation à la mondialisation économique et financière. Le grand divorce du peuple et de la gauche en a été la conséquence la plus retentissante.

Le Club Jean Moulin avait ouvert la voie dans les années 1960. La « deuxième gauche » rocardienne dans les années 1970, la Fondation Saint-Simon dans les années 1980 ont approfondi la brèche par laquelle la gauche a commencé à miser sur la « société civile » contre l'Etat et à se rallier au modèle du marché. A la même époque, le libéralisme culturel triomphe, ce qui se traduit par un déplacement des débats politiques vers les enjeux de société et vers de nouveaux groupes sociaux en train de s'autonomiser (femmes, immigrés, homosexuels, etc.). Enfin, l'argent s'impose comme équivalent universel dans le domaine des valeurs. « Le vainqueur fut Alain Minc, a remarqué Jacques Julliard [...] Il avait compris qu'en prenant les idées de la deuxième gauche, on pouvait faire un très bon *deal* avec le néocapitalisme qui se mettait en place »[21].

C'est ainsi qu'a émergé une gauche « dont les dogmes sont l'antiracisme, la haine des limites, le mépris du peuple et l'éloge obligatoire du déracinement »[22]. C'est ainsi que l'imaginaire de la « gauche moderne » – symbolisée en France par *Le Monde*, *Libération*, *Les Inrockuptibles* et autres pièces éminentes du « cercle de raison » idéologiquement dominant – en est venu à se confondre avec ceux des maîtres de la BCE et du Fonds monétaire international. Et c'est aussi pourquoi, « derrière la conviction autrefois émancipatrice qu'on n'arrête pas le progrès, il [est devenu] de plus en plus difficile d'entendre autre chose que l'idée, à présent dominante, selon laquelle on n'arrête pas le capitalisme et la mondialisation »[23]. La gauche célèbre désormais la croissance, c'est-à-

dire la production de marchandises à l'infini, dans les mêmes termes que les libéraux. Là où les uns parlent de « déterritorialisation » (à la façon de Deleuze-Guattari ou d'Antonio Negri), les autres parlent de « délocalisations ». Concernant l'immigration, armée de réserve du capital, la gauche « moderne » tient le même langage que Laurence Parisot (« métissage » et « nomadisme » érigés en normes). Sous l'influence de ceux qui ont « détruit le socialisme en le convertissant à l'individualisme des droits universels et du libéralisme intégral » (Hervé Juvin), l'ennemi n'est plus le capitaliste qui exploite le travail vivant des hommes, mais le « réactionnaire » qui a le tort de regretter les temps d'avant.

« Il est donc normal, poursuit Michéa, que la gauche "citoyenne" (celle qui a rompu avec toute sensibilité populaire et socialiste) apparaisse aujourd'hui comme le lieu politique privilégié où sont élaborées toutes les transformations civilisationnelles et juridiques requises par le marché mondial. Elle n'est plus, en somme, que le poisson-pilote du capitalisme sans frontière ou, si l'on préfère, l'avant-garde culturelle militante de la droite libérale »[24].

Les « valeurs » de la gauche ne sont plus des valeurs socialistes, mais des valeurs « progressistes » : sans-papiérisme, ouverture ou suppression des frontières, défense du mariage homosexuel, dépénalisation de certaines drogues, etc., toutes options avec lesquelles la classe ouvrière est en complet désaccord ou dont elle se désintéresse totalement. Pour la gauche « moderne », qui réalise l'alliance des fonctionnaires, des classes bourgeoises supérieures, des immigrés et des « bobos », c'est « une seule et même chose que de refuser le sombre héritage du passé (qui ne saurait appeler, par principe, que des attitudes de "repentance"), de combattre tous les symptômes de la fièvre "identitaire" (c'est-à-dire, en d'autres termes, tous les signes d'une vie collective enracinée dans une culture particulière) et de célébrer à l'infini la transgression de toutes les limites morales et culturelles léguées par les générations antérieures (le règne accompli de l'universel libéral-paulinien devant coïncider, par définition, avec celui de l'indifférenciation et de l'*illimitation* absolues) »[25]. Ce dont on ne parle plus, c'est du capitalisme ou de la lutte des classes, pour ne rien dire de la révolution, cette vieillerie. Même le PC a quasiment supprimé le mot « socialisme » de son vocabulaire. Ayant perdu son identité idéologique, il n'est plus en mesure d'influencer le courant social-démocrate dont il dépend électoralement[26].

L'objectif n'étant plus de lutter contre le capitalisme, mais de combattre toutes les formes de préoccupation identitaire, régulièrement décrites comme la résurgence d'une mentalité réactionnaire et arriérée, « c'est ce qui explique, constate Jean-Claude Michéa, que le "migrant" soit progressivement devenu la figure rédemptrice *centrale* de toutes les constructions idéologiques de la nouvelle gauche libérale. Et ce, au lieu et place de l'archaïque prolétaire, toujours suspect de ne pas être assez indifférent à sa communauté d'origine, ou, à plus forte raison, du paysan que son lien constitutif à la terre destinait à devenir la figure la plus méprisée – et la plus moquée – de la culture capitaliste »[27].

La gauche cherche donc un « peuple de rechange ». La Fondation Terra Nova, fondée en 2008 par des proches de Dominique Strauss-Kahn et présidée par le socialiste Olivier Ferrand, s'est rendue célèbre en publiant en mai 2011 un rapport suggérant au parti socialiste de refonder sa base électorale sur une alliance des classes aisées et des « minorités » des banlieues, en abandonnant ouvriers et employés à leurs « valeurs de

droite » (critique de l'immigration, protectionnisme économique et social, promotion de normes fortes et de valeurs morales, lutte contre l'assistanat, etc.). Le texte du rapport est très clair : « Contrairement à l'électorat historique de la gauche, coalisé par les enjeux socio-économiques, cette France de demain est avant tout unifiée par ses valeurs culturelles progressistes ». « Entre les deux perdants de la mondialisation – les immigrés ghettoïsés et les salariés modestes menacés – la gauche façon Terra Nova roule désormais pour les premiers au détriment des seconds »[28].

Il n'est dès lors pas étonnant que le peuple se détourne d'une gauche plus fascinée par les « *people* » et la « racaille » que par les travailleurs, qui se déclare pour la mondialisation, alors même que celle-ci est d'abord celle du capital, s'intéresse plus aux initiatives « citoyennes » qu'aux transformations structurelles, à la société maternante du « *care* » plus qu'à la justice sociale, à la vie associative plus qu'à la politique, au spectacle médiatique plus qu'à la souveraineté du peuple, au consensus social plus qu'à la lutte des classes – et, à l'instar des libéraux, ne conçoit plus l'intérêt général que comme la simple addition des intérêts particuliers. Le peuple ne se reconnaît plus dans une gauche qui a remplacé l'anticapitalisme par un « antifascisme » de simulacre, le socialisme par l'individualisme « bobo » et l'internationalisme par le cosmopolitisme ou le « sans-papiérisme », n'a que mépris pour les valeurs authentiquement populaires, se donne le ridicule de célébrer à la fois le « métissage » et la « diversité »[29], s'épuise en démarches « citoyennes » et en luttes « contre toutes les discriminations » (à l'exception notable, bien entendu, des discriminations de classe) au seul profit des banques, du *lumpenprolétariat* et de toute une série de marginaux.

Il n'est pas étonnant non plus que le peuple, ainsi déçu, se tourne fréquemment vers des mouvements décrits de manière méprisante comme « populistes » (usage péjoratif qui trahit une évidente haine de classe). Citons encore Michéa : « Entre la représentation culpabilisante de la société désormais imposée par la sociologie officielle (une minorité d'exclus, relégués dans des "ghettos ethniques", soumis à toutes les persécutions possibles et encerclés par une France "pavillonnaire" censée appartenir aux classes moyennes) et la sombre réalité vécue par ces catégories populaires, à la fois majoritaires et oubliées, l'écart est devenu absolument surréaliste. Le résultat est que ceux qui subissent de plein fouet les nuisances de la mondialisation ne trouvent plus dans le langage politiquement correct de la gauche moderne la moindre possibilité de traduire leur expérience vécue »[30]. « En sapant à la base toute possibilité de légitimer un quelconque jugement moral (et, par conséquent, en refusant simultanément de comprendre l'*usage populaire* des notions de mérite et de responsabilité individuelle), la gauche progressiste se condamne inexorablement à livrer à ses ennemis de droite des pans entiers de ces classes populaires qui ne demandaient pourtant, *à leur manière*, qu'à vivre honnêtement dans une société décente [...] En réalité, c'est bien la gauche elle-même qui a choisi, vers la fin des années 70, d'abandonner à leur sort les catégories sociales les plus modestes et les plus exploitées en se voulant désormais "réaliste" et "moderne", c'est-à-dire en renonçant par avance à toute critique radicale du mouvement historique qui, depuis maintenant plus de trente ans, ensevelit l'humanité sous une "immense accumulation de marchandises" (Marx) et transforme la nature en désert de béton et d'acier »[31].

Georges Sorel disait que « le sublime est mort dans la bourgeoisie, et celle-ci est donc condamnée à ne plus avoir de morale ». Michéa, lui aussi, parle de morale. Mais ici, ce

n’est pas du « sublime » qu’il est question, mais de la décence commune (*common decency*) célébrée si souvent par Orwell.

« Est moral, disait Emile Durkheim, tout ce qui est source de solidarité, tout ce qui force l’homme à compter avec autrui, à régler ses mouvements sur autre chose que les impulsions de son égoïsme ». « C’est ce qui explique, ajoute Michéa, que la révolte des premiers socialistes contre un monde fondé sur le seul calcul égoïste ait été si souvent portée par une expérience morale »[32]. On songe à la « vertu » célébrée par Jaurès, à la « morale sociale » dont parlait Benoît Malon. La « décence commune », qui est à mille lieux de toute forme d’ordre moral ou de puritanisme moralisateur, est en effet l’un des traits majeurs des « gens ordinaires ». C’est dans le peuple qu’on la trouve la plus communément répandue. Elle implique la générosité, le sens de l’honneur, la solidarité. Elle est à l’œuvre dans la triple obligation de « donner, recevoir et rendre » dont Marcel Mauss faisait le socle de la logique du don et du contre-don. C’est à partir d’elle que s’est exprimée dans le passé la protestation contre l’injustice sociale, car c’est elle qui permettait de percevoir l’immoralité d’un monde exclusivement fondé sur le calcul intéressé et la transgression permanente de toutes les limites. Mais c’est elle aussi qui, aujourd’hui, proteste de toute sa force contre cette gauche « moderne » dont un Dominique Strauss-Kahn est le symbole et dans laquelle elle ne se reconnaît plus. « De ce point de vue, écrit Michéa, le projet socialiste (ou, si l’on préfère l’autre terme utilisé par Orwell, celui d’une société décente) apparaît bien comme une continuation de la morale populaire par d’autres moyens »[33].

On l’a compris, Michéa ne critique pas la gauche d’un point de vue de droite – et l’on s’en félicite –, mais bien au nom des valeurs fondatrices du socialisme des origines et du mouvement ouvrier. Toute son œuvre se présente d’ailleurs comme un effort pour retrouver l’esprit de ce socialisme des origines et poser les bases de son renouvellement dans le monde d’aujourd’hui. En prenant la défense des « gens ordinaires », ce qu’il refuse avant tout, c’est qu’on discrédite des valeurs d’enracinement et des structures organiques qui, dans le passé, ont été souvent la seule protection dont disposaient les plus pauvres et les plus exploités.

Ce n’est pas un point de vue isolé. La démarche de Jean-Claude Michéa s’inscrit bien plutôt dans une vaste galaxie, où l’on trouve d’abord, bien sûr, le grand George Orwell, à qui Michéa a consacré un livre remarquable (*Orwell, anarchiste tory*), ainsi que Christopher Lasch, théoricien d’un « populisme » socialiste et communautaire, lui-même grand adversaire de l’idéologie du progrès[34], dont il a plus que quiconque contribué à faire connaître la pensée en France. On y trouve aussi, pour ne citer que quelques noms, le jeune Marx critique des « droits de l’homme », les premiers socialistes français, William Morris, Charles Péguy et Chesterton, Antonio Gramsci et l’accent mis sur les cultures populaires, le Pasolini des *Ecrits corsaires* (celui qui disait : « Ce qui nous incite à revenir en arrière est aussi humain est nécessaire que ce qui nous pousse à aller de l’avant »), Clouscard et sa critique des libéraux-libertaires, Jean Baudrillard et sa dénonciation de la « gauche divine », les films de Ken Loach et les chansons de Brassens, sans oublier Walter Benjamin, Cornelius Castoriadis, Jaime Semprun, Anselm Jappe, Serge Latouche[35], etc.

Michéa compare le libéralisme à un ruban de Möbius, qui présente une face « de droite » et une « face de gauche », mais sans aucune solution de continuité. Cela signifie

qu'entre bourgeoisie de droite et bourgeoisie de gauche, l'une et l'autre héritières de la philosophie libérale des Lumières, il y aura toujours plus d'affinités objectives qu'entre chacune de ces bourgeoisies et les antibourgeois de leur propre camp. Et inversement, qu'il existe une complémentarité tout aussi naturelle entre ceux qui défendent le peuple contre la bourgeoisie exploiteuse, qu'ils se situent encore à gauche ou qu'ils proviennent de la droite. C'est ce que constate Michéa quand il écrit : « Peu importe, en vérité, de savoir dans quelle tradition historique chacun a été amené à puiser ses raisons particulières de respecter les principes de la décence commune et de s'indigner de leur violation permanente par le système capitaliste »[36]. A une époque où la gauche entend plus que jamais rassembler les « forces de progrès », il n'hésite pas à ajouter que c'est « l'incapacité pathétique d'assumer [la] dimension conservatrice de la critique anticapitaliste qui explique, pour une large part, le profond désarroi idéologique (pour ne pas dire le coma intellectuel dépassé) dans lequel *l'ensemble de la gauche moderne* est aujourd'hui plongée »[37].

Vous n'avez pas encore lu Michéa ? Ne dites surtout pas que vous le lirez un jour. Lisez-le tout de suite. Immédiatement !

Alain de Benoist

1. « Où est la gauche à l'heure de la tourmente économique ? », in *Le Monde diplomatique*, novembre 2011, p. 14.

2. Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Climats-Flammarion, Paris 2011.

3. Michéa note ici que les « mouvements migratoires » contemporains « ne sont que la simple transposition à l'échelle planétaire de cet exode rural permanent sans lequel le capitalisme cesserait bientôt de fonctionner » (*Le complexe d'Orphée*, op. cit., p. 112).

4. Ibid., p. 14.

5. Au passage, Michéa souligne très justement que lorsque l'on parle de l'universalisme de gauche, on ne saurait « oublier ses racines chrétiennes et, notamment, son origine paulinienne ». Saint Paul est en effet le premier à poser une conception désincarnée de l'universel, où « toute détermination particulière doit être pensée comme un obstacle majeur à l'avènement d'un ordre juste et, par conséquent, comme une configuration politiquement incorrecte qu'il est indispensable d'éradiquer au plus vite » (op. cit., p. 27).

6. Jean-Claude Michéa, « Il y a une unité du libéralisme », entretien in *Le Spectacle du monde*, octobre 2011, pp. 22-24.

7. Jean-Claude Michéa, « Socialisme ou barbarie, il faut choisir. Maintenant ! », entretien in *Causeur*, octobre 2011, pp. 17-18.

8. Ibid., p. 22.

9. Jean-Claude Michéa, entretien avec Elisabeth Lévy, in *Le Magazine littéraire*, décembre 2009.

10. « Socialisme ou barbarie, il faut choisir », entr. cit., p. 18.

11. Entretien in *Le Magazine littéraire*, art. cit.

12. *Le complexe d'Orphée*, op. cit., p. 134.

13. « Socialisme ou barbarie, il faut choisir », entr. cit., p. 18.

14. Ibid., pp. 22-23.

15. Entretien in *Le Magazine littéraire*, art. cit.

16. *Le complexe d'Orphée*, op. cit., pp. 12-13.

17. « Socialisme ou barbarie, il faut choisir », entr. cit., p. 21.

18. « Il y a une unité du libéralisme », entr. cit., p 24.

19. Jean-Claude Michéa, ibid., p. 25.

20. *Le complexe d'Orphée*, p. 216.

21. Jacques Julliard, « A gauche, le retard des idées sur les faits », entretien in *Esprit*, mars-avril 2011, p. 56.

22. Olivier François, « Michéa et les bons esprits », in *Causeur*, octobre 2011, p. 24.

23. *Le complexe d'Orphée*, op. cit. p. 22.

24. Jean-Claude Michéa, « Il y a une unité du libéralisme », entr. cit., p. 25.

25. *Le complexe d'Orphée*, op. cit., pp. 28-29.

26. Cf. Anicet Le Pors, « Communisme : mais où est donc passé le socialisme ? Tours, 17 février 2011 », texte en ligne, p. 1.

27. *Le complexe d'Orphée*, op. cit., p. 142.

28. Guillaume Desanges, « Terra Nova ou la nouvelle idéologie socialiste », in *Valeurs actuelles*, 13 octobre 2011). Dans son essai *La gauche et la préférence immigrée* (Plon, Paris 2011), Hervé Algarrondo, journaliste au *Nouvel Observateur*, écrit de son côté : « La régulation de tous les sans-papiers n'est pas seulement un mot d'ordre antirépublicain, dans la mesure où elle fait fi des prérogatives de l'Etat. C'est aussi, et plus encore, un mot d'ordre anti-ouvriers, dans la mesure où c'est, par nature, la catégorie sociale la plus touchée par l'arrivée de nouveaux migrants ». Cf. aussi le livre de Gaël Brustier et Jean-Philippe Huelin, *Recherche le peuple désespérément*, François Bourin, Paris 2009.

29. Cf. Pierre-André Taguieff, « Diversité et métissage : un mariage forcé », in *Le Débat*, mars-avril 2010, pp. 38-44.

30. « Il y a une unité du libéralisme », entr. cit., p. 25.

31. *Le complexe d'Orphée*, op. cit., pp. 245 et 252.

32. « Il y a une unité du libéralisme », entr. cit., p. 25.

33. *Le complexe d'Orphée*, op. cit., pp. 87-88.

34. Christopher Lasch, *Le seul et vrai paradis*, Champs-Flammarion, Paris 2006.

35. Jean-Claude Michéa, qui a été l'un des interlocuteurs du MAUSS, s'est aussi solidarisé de la théorie de la décroissance (Serge Latouche), en dénonçant la logique du « toujours plus » qui est au cœur du processus d'accumulation illimitée à quoi se résume le capitalisme global. Sur Jaime Semprun et l'Encyclopédie des nuisances, cf. Olivier François et Aurélie Mouillard, « Jaime Semprun avait indiqué la voie », in *Eléments*, janvier-mars 2011, p. 61.

36. « Socialisme ou barbarie, il faut choisir », entr. cit., p. 23.

37. *Le complexe d'Orphée*, op. cit., pp. 76-77.